

AFRICAN UNION

الاتحاد الأفريقي



UNION AFRICAINE

UNIÃO AFRICANA

**RÉUNION DU COMITÉ DES
REPRÉSENTANTS PERMANENTS
29 MARS 2018
ADDIS ABEBA**

**PRC/2 (ii) (7-2018)
Original: Anglais**

**PREMIER RAPPORT INTÉRIMAIRE DU PRÉSIDENT DE LA COMMISSION
SUR LE RÉSEAU ÉLECTRONIQUE PANAFRICAIN
SUR LA TÉLÉ-ÉDUCATION ET LA TÉLÉ-MÉDECINE**

**PREMIER RAPPORT INTÉRIMAIRE DU PRÉSIDENT DE LA COMMISSION
SUR LE RÉSEAU ÉLECTRONIQUE PANAFRICAIN
SUR LA TÉLÉ-ÉDUCATION ET LA TÉLÉ-MÉDECINE**

INTRODUCTION

1. Les membres du Comité des Représentants permanents (COREP) se souviendront que, lors de la Retraite conjointe entre la Commission de l'Union africaine (UA) et le COREP, tenue au Caire, en Égypte, du 10 au 11 décembre 2017, je me suis engagé à soumettre régulièrement des rapports au COREP sur les activités de la Commission et la mise en œuvre des décisions pertinentes des organes politiques de l'UA. Le 7 mars 2018, au cours de l'interaction que j'ai eue avec le COREP, j'ai fourni la liste des questions dont la Commission entretiendrait cet organe entre mars et juillet 2018.
2. Il me plaît de soumettre le premier rapport sur le Réseau électronique panafricain des services en ligne (PAeN). Ce rapport fait la genèse du PAeN et donne un aperçu des activités entreprises dans le cadre de ce projet, met en évidence les réalisations accomplies et les défis rencontrés, et se conclut par des observations sur la marche à suivre.

II. CONTEXTE

3. Le PAeN est l'un des projets phares de l'Agenda 2063. Il s'agit d'une initiative conjointe du Gouvernement indien et de la Commission de l'UA, dont l'objectif principal est de contribuer au renforcement des capacités des Etats membres de l'UA en dispensant une éducation de qualité, ainsi qu'une télé-expertise et des consultations médicale auprès des meilleurs établissements universitaires et médicaux indiens. Les institutions participantes sont connectées, via des liaisons par fibre optique, au Centre de données de la société «Télécommunications Consulting India Ltd » (TCIL) à Bhawan, à New Delhi, puis à la station terrienne du réseau, à Dakar.
4. Dans son discours à la session inaugurale du Parlement panafricain, tenue à Johannesburg, en Afrique du Sud, le 16 septembre 2004, l'ancien Président de l'Inde, le Dr A.P.J. Abdul Kalam, a proposé de relier les pays africains par un réseau de fibre optique qui assurerait une communication efficace pour les services de téléenseignement, de télémédecine, d'Internet, de vidéoconférence

et de transmission de la voix via internet (VoIP), et pour soutenir la cybergouvernance, le commerce électronique, l'info-divertissement, la cartographie de ressources et les services météorologiques, pour ne citer que quelques services.

5. Le budget approuvé du projet s'élevait à environ 200 millions de dollars. Le Ministère des Affaires étrangères de l'Inde a été désigné comme point focal. TCIL a été désigné comme l'agence d'exécution. Le rôle de TCIL était de concevoir le réseau, d'acquérir et d'installer l'équipement, de fournir un soutien à l'exploitation et à la maintenance pour une durée de cinq ans suivant la mise en service du réseau dans les pays bénéficiaires (voir le tableau V en annexe). Il a été convenu qu'après cette période de cinq ans, l'exploitation et la maintenance du réseau seraient transférées à la partie africaine, c'est-à-dire aux quarante-huit pays signataires du Protocole d'accord avec l'Inde et dans lesquels le réseau a été installé (voir le tableau II en annexe).
6. Le réseau utilise une technologie de pointe ; il est ouvert et évolutif, et peut être intégré à d'autres réseaux. Cependant, il a évolué en tant que groupe fermé d'utilisateurs (CUG) principalement pour la fourniture de services de télé-éducation et de télé-médecine aux Etats membres par des institutions indiennes. Il s'agit d'un réseau en étoile, dont le concentrateur est installé à Dakar, et qui utilise le RASCOM (le Satellite continental africain) qui le relie à 169 centres.
7. Le 26 février 2009, l'Honorable Shri Pranab Mukherjee, alors Ministre des Affaires étrangères de l'Inde, a inauguré le réseau au siège de TCIL à Bhawan, à New Delhi, en présence de Hauts Commissaires et d'Ambassadeurs de 33 pays africains. Le projet vise à assurer la connectivité pour la télé-éducation et la télé-médecine, et à mettre à disposition les installations et l'expertise de certaines des meilleures universités et hôpitaux spécialisés en Inde. Les centres de réception sont entièrement équipés par le Gouvernement de l'Inde, dont les experts forment également le personnel local africain.
8. Le projet est équipé pour soutenir la gouvernance électronique, le commerce électronique, le divertissement, la cartographie des ressources et les services météorologiques et autres dans les pays africains, en plus de la connectivité VVIP (Very Very Important Personality) entre chefs d'État et de Gouvernement africains à travers un réseau satellite fermé ("ligne rouge"). Ces installations ont été mises en service dans quarante-sept (47) pays sur les quarante-huit (48) qui

ont signé l'accord de participation au projet PAeN. L'infrastructure a été installée dans plusieurs résidences présidentielles ou bureaux de Premiers ministres et de Ministres des Affaires étrangères, mais elle n'a jamais été utilisée.

III. RÉALISATIONS ET DÉFIS

Réalisations

En mars 2017, le PAeN a réalisé ce qui suit (voir les tableaux III et IV en annexe):

- (i) 22 000 étudiants ont obtenu des diplômes dans diverses disciplines du premier cycle et de cycles supérieurs de diverses universités indiennes à travers le réseau;
- (ii) 770 consultations de télémedecine et séances de télé-expertise ont été effectuées chaque année; et
- (iii) 6 700 séances de formation médicale continue ont été organisées par l'intermédiaire du réseau pour des infirmières et médecins.

Défis

- 9. Depuis sa création et son lancement officiel, en 2009, jusqu'en juillet 2017, le Gouvernement indien a soutenu les opérations du projet PAeN et a réussi à connecter quarante-huit (48) États membres de l'UA par satellite et par câble à fibre optique.
- 10. Le budget annuel du projet, estimé à 200 millions de dollars EU, devait être entièrement financé par le Gouvernement de l'Inde. Les fonds ont été utilisés pour l'achat et l'installation de matériels et de logiciels, la location de la bande passante satellitaire et du câble sous-marin à fibre optique, l'exploitation et la maintenance du réseau, ainsi que les paiements aux hôpitaux et universités qui offrent les services de télémedecine et de télé-éducation aux pays africains participant au réseau.

11. Il convient de noter que les États membres participants n'ont pas apporté de contribution au budget et aux coûts opérationnels du projet PAeN depuis son lancement en 2009. Par conséquent, en juillet 2017, le Gouvernement de l'Inde a interrompu tous les services fournis par le réseau, et l'a remis à la Commission de l'UA, qui a ensuite placé le hub du réseau situé dans la banlieue de Dakar sous la garde du Gouvernement du Sénégal. Pendant ce temps, le Sénégal a continué de couvrir généreusement les frais d'électricité et d'eau, en attendant qu'une solution soit honorée pour reprendre les activités de ce projet.
12. La Commission a entrepris nombre d'actions à plusieurs niveaux, non seulement pour éviter l'interruption des services, mais aussi pour étendre le réseau sur l'ensemble du continent. Les services élargis comprennent la Télévision continentale d'éducation de masse de l'UA (CMETV) et l'ouverture du PAeN à d'autres fournisseurs de services de par le monde.
13. Le financement reste donc le principal défi auquel est confronté le projet du PAeN. Les donateurs et partenaires de l'UA n'étaient pas disposés à autoriser l'utilisation de leurs contributions pour le projet de réseau pendant qu'il était encore sous assistance technique de l'Inde. D'un autre côté, les États membres participants qui utilisent le réseau n'ont toujours pas rempli leurs obligations financières, conformément aux décisions des organes de l'UA.
14. Lors de sa 22^{ème} session ordinaire tenue du 27 au 31 janvier 2014, la Conférence de l'UA a adopté la Décision Assembly / AU / Dec.497 (XXII) demandant à la Commission de préparer un plan d'action pour la durabilité des services du réseau. Par la suite, une étude a été commanditée pour élaborer un plan d'action pour la durabilité du PAeN. Les recommandations de l'étude ont été soumises au premier Comité technique spécialisé de l'UA sur la communication et les Technologies de l'Information et de la Communication (STC-CICT-1), tenu à Addis Abéba du 31 août au 4 septembre 2015.
15. Dans leur déclaration, les Ministres:
 - a) ont envisagé l'option d'un plan d'action pour la durabilité PAeN, dans lequel les États membres participants (utilisateurs) subventionneraient l'exploitation et la maintenance du réseau par une entité coopérative, et exhorté les États membres, notamment ceux qui ont signé les accords PAeN, à contribuer au

financement et à participer à la mise en œuvre du plan d'action pour la durabilité du PAeN;

- b) ont demandé aux membres participants de subventionner l'exploitation et la maintenance du réseau et d'une structure de gouvernance appropriée à mettre en place. Un montant d'environ 90 000 dollars américains a été accepté comme paiement annuel par chaque Etat membre participant pour financer les frais d'exploitation, de maintenance et de service; et
 - c) ont demandé à la Commission de l'UA, en collaboration avec le Bureau du STC-CICT, de mettre en place les structures de gouvernance en charge de la gestion du PAeN, conformément au plan d'action pour la durabilité du réseau.
16. En ce qui concerne la question du transfert et de la durabilité du PAeN, l'Assemblée des utilisateurs du PAeN - comprenant les États membres participants - et le STC-CICT ont approuvé un arrangement pour la continuité et la durabilité des services du réseau après son transfert aux pays africains.
17. À sa deuxième réunion, le STC sur les technologies et de la communication et de l'information, tenue à Addis Abéba du 20 au 24 novembre 2017, les Ministres ont demandé à la Commission:
- de fournir des ressources financières appropriées pour la poursuite du fonctionnement du PAeN en tant que projet phare de l'Agenda 2063 de l'UA;
 - de soumettre à l'Assemblée des utilisateurs du PAeN et au Bureau du STC-CICT-2, pour approbation, une proposition sur l'utilisation de cette infrastructure pour des services par satellite, y compris la télé-éducation et les nouveaux services, notamment la Télévision d'éducation de masse pour le développement de talents et du contenu, les communications diplomatiques, et sur les structures de gouvernance en charge de la gestion de la nouvelle phase du PAeN;

- de présenter au prochain Bureau de la STC, pour approbation, une proposition de sur l'utilisation de cette infrastructure pour la télévision panafricaine d'éducation de masse, pour le développement de talents et de contenus et les communications VVIP; et
 - de recommander aux organes politiques de l'UA d'allouer des ressources financières adéquates pour poursuivre l'opérationnalisation du réseau électronique panafricain, en tant que projet phare de l'Agenda 2063.
18. Toutes ces décisions ont été approuvées par le Conseil exécutif. Pour rappel, les dépenses opérationnelles totales du PAeN s'élèvent à 4 221 440 de dollars américains. Le montant annuel à payer par chaque État membre participant pour couvrir les dépenses opérationnelles est donc de 87,946 USD (arrondi à 90 000 dollars américains).

IV. OBSERVATIONS ET RECOMMANDATIONS

19. Le transfert du PAeN du Gouvernement indien à la Commission signifie que l'Union a désormais la pleine propriété de l'infrastructure et de la gestion du PAeN. La reprise des opérations du réseau sera donc une démonstration claire de la capacité et de la volonté de l'Union de le gérer et de le pérenniser. Le projet PAeN contribue grandement au développement des secteurs de l'éducation et de la santé. Il est urgent que les États membres participants effectuent leurs paiements sans plus tarder, afin que le PAeN puisse reprendre ses activités au profit de tous les pays concernés.
20. À la demande des organes délibérants de l'UA, la Commission a identifié des moyens d'utiliser l'infrastructure PAeN pour d'autres services complémentaires. Une étude de préaisabilité sur la télévision continentale d'éducation de masse a été achevée. En outre, le réseau pourrait également être d'une grande utilité pour l'Université panafricaine et servir à la fois de fondation pour l'Université virtuelle africaine et de plate-forme pour la connectivité rurale.
21. Pour ces raisons, et compte tenu des avantages réels du PAeN pour la population africaine, je me propose d'écrire aux chefs d'État et de Gouvernement pour exhorter les États membres, en particulier les 48 pays qui participent déjà au projet, à honorer leurs obligations financières et autres engagements concernant cet important projet phare de l'Agenda 2063. Les avantages qui

découleront du projet sont importants et essentiels pour le développement des infrastructures Internet sur le continent.

ANNEXES

Tableau I: Liste des sites et des centres du PAeN

Venue	Nombre de sites	Nom du site	Détails du site
INDE	1	Centre de données	TCIL Bhawan, New Delhi
	5	Universités pour la télé-éducation	1. Université Amity, Noida 2. IGNOU, New Delhi 3. BITS, Pilani 4. Université de Delhi 5. Université de Madras
	12	Hôpitaux hautement spécialisés (SSH) pour la télé-médecine	1. Institut indien des sciences médicales (AIIMS), New Delhi 2. Institut des sciences médicales Amrita, Kochi 3. Hôpitaux Apollo, Chennai 4. Hôpital CARE, Hyderabad 5. Escorts Heart Institute et Centre de recherche, New Delhi 6. Hôpital Fortis, Noida 7. Narayana Hrudayalya, Bangalore 8. Centre médical Sri Ramchandra, Chennai 9. Hôpital Moolchand, New Delhi 10. HCG, Bangalore 11. Hôpital Dr Bala Bhai Nanavati, Mumbai 12. Institut Sanjay Gandhi des sciences médicales, Lucknow
AFRIQUE	1	Station terrienne Hub du Réseau	Dakar, Sénégal
	5	Centres universitaires régionaux (RUC)	1. Université Kwame et Nkrumah des sciences et technologies, Ghana, 2. Université Makerere, Ouganda, 3. Université de Yaoundé, Cameroun. 4. Faculté de commerce d'Alexandrie, Égypte 5. Chancellor Collège, Zomba, Malawi
	5	Hôpitaux régionaux hautement spécialisés (RSSH)	1. Hôpital super spécialisé, Nigéria, 2. Hôpital Super Spécialisé, République du Congo (UPS non encore dédouané) 3. Super Special Hospital, Maurice 4. Faculté de médecine d'Alexandrie, Égypte 5. Hôpital Fann, Sénégal
	48	Centres de Télé-éducation (LC) (Divers cours de formation de 5 universités indiennes et RUC d'Afrique.	Bénin, Botswana, Burundi, Burkina Faso, Cameroun, Cap Vert, République centrafricaine (RCA), Tchad, Comores, Côte d'Ivoire, R.D.Congo, Djibouti, Égypte, Érythrée, Éthiopie, Gabon, Gambie, Ghana, Guinée Bissau, Kenya (en cours de réinstallation), Lesotho, Libéria, Libye, Madagascar, Malawi, Mali, Mauritanie, Iles Maurice, Mozambique, Namibie, Nigéria, Niger, République du Congo, République de Guinée, Rwanda, Sao Tome & Principe, Sénégal, Seychelles, Sierra Leone, Somalie, Soudan du Sud, Soudan, Swaziland, Tanzanie, Togo, Ouganda; Zambie and Zimbabwe.

Venue	Nombre de sites	Nom du site	Détails du site
AFRIQUE	49	Centres de Télémédecine (Consultations médicales et formation médicale continue de 12 SSH indiennes et RSSH d'Afrique.	Bénin, Botswana, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Cap Vert, République centrafricaine (RCA), Tchad, Comores, Côte d'Ivoire, Djibouti, R.D. Congo, Égypte, Érythrée, Éthiopie, UA-Éthiopie, Gabon, Gambie, Ghana, Guinée Bissau, Kenya, Libéria, Libye, Lesotho, Madagascar, Malawi, Mali, Mauritanie, Iles Maurice, Mozambique, Namibie, Niger, Nigéria, République du Congo, Rwanda, République de Guinée, Sao Tome & Principe, Sénégal, Seychelles, Sierra Leone, Somalie, Soudan du Sud, Soudan, Swaziland, Tanzanie, Togo, Ouganda, Zambie and Zimbabwe.
	43	Nœuds VVIP (pour la vidéoconférence et le téléphone entre chefs d'État et de Gouvernement)	Bénin, Botswana, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Cap Vert, République centrafricaine (RCA), Tchad, Comores, Côte d'Ivoire**, Djibouti, Érythrée, Éthiopie, Gabon, Gambie, Ghana, Guinée Bissau, Kenya, Lesotho, Libéria, Libye, Madagascar, Malawi, Mali*, Mauritanie, Iles Maurice, Mozambique, Niger, République du Congo, République de Guinée, Rwanda, Sao Tomé & Principe, Sénégal, Seychelles, Sierra Leone, Soudan du Sud, Soudan, Somalie, Tanzanie, Togo, Ouganda, Zimbabwe and Zambie. ** Le site du VVIP en Côte d'Ivoire a été détruit pendant la crise politique selon les informations fournies par le coordinateur du pays. * L'équipement du site Mali VVIP a été perdu pendant la crise politique)

Tableau II: Liste des États membres participant au PAeN (par région)

MoU	Western Africa	Eastern Africa	Southern Africa	Central Africa	Northern Africa
Les pays africains qui ont signé un protocole d'accord pour un	1.Bénin	1.Comores	1.Botswana	1.Burundi	1.Égypte
	2.Burkina Faso	2.Djibouti	2.Lesotho	2.Cameroun	2.Mauritanie
	3.Cap Vert	3.Érythrée	3.Malawi	3.République centrafricaine	3.Libye
	4.Côte d'Ivoire	4.Éthiopie	4.Mozambique	4.Tchad	
	5.Gambie	5.Kenya	5.Namibie	5.Congo	
	6.Ghana	6.Madagascar	6.Swaziland	6.R.D.Congo	
	7.Guinée	7.Maurice	7.Zambie	7.Gabon	
	8.Guinée-Bissau	8.Rwanda	8.Zimbabwe	8.Sao Tomé & Principe	

MoU	Western Africa	Eastern Africa	Southern Africa	Central Africa	Northern Africa
projet panafricain	9.Libérie	9.Seychelles			
	10.Mali	10.Somalie			
	11.Niger	11. Soudan			
	12.Nigéria	12.Tanzanie			
	13.Sénégal	13.Ouganda			
	14. Sierra Leone	14.Soudan du Sud			
	15.Togo				
Remarques	15 sur 15	14 sur 14	8 sur 10	8 sur 9	3 sur 6

Tableau III: Détails des cours télé-éducatifs (par degrés et diplômes / certificats)

S.No.	Cours	Langue	Université
i)	Cours Post-Graduate (Cours du 2eme cycle)		
1	MBA (HR/Marketing.)	Anglais	IGNOU
2	Master of Science (IT) (Informatique)	Anglais	Université de Madras
3	MBA (International Business)	Anglais	Université d'Amity
4	Master of Finance & Control (MFC)	Anglais	Université d'Amity
5	Master of Tourism Management (MTM)	Anglais	IGNOU
6	MBA (HR/Marketing.)*	Français	Amity
ii)	Undergraduate Courses (1 ^{er} Cycle)		
1	Bachelor of Business Administration(BBA)	Anglais	University of Madras
2	Bachelor of Business Administration(BBA)	Anglais	Amity University
3	Bachelor of Science (IT) (Informatique)	Anglais	Amity University
4	Bachelor of Finance & Investment Analysis	Anglais	Amity University
5	Bachelor of Tourism Studies (BTS)	Anglais	IGNOU
iii)	Diploma/Certificate Courses (CERTIFICATS)		
1	Certificate in Database & Information System (Informatique – Base de données)	Anglais	BITS Pilani
2	Certificate in Networking & Operating System	Anglais	BITS Pilani
3	Certificate in Electronics & Instrumentation (Electronique)	Anglais	BITS Pilani
4	Langue anglaise	Anglais	Delhi University

S.No.	Cours	Langue	Université
5	Diplôme en Langue française	Français	Amity University
6	Langue allemande	Allemand	University of Madras
7	Langue arabe	Arabe	University of Madras
8	Certificat en comptabilité	Anglais	Delhi University
9	PG Diplôme – IT (Informatique)	Anglais	Amity University
10	Diplôme en gestion d'entreprise	Français	Amity University
11	Diplôme en études du tourisme	Anglais	IGNOU
12	Diplôme en petite enfance et éducation	Anglais	IGNOU
13	Diplôme en VIH/SIDA	Anglais	IGNOU
14	Certificat en études environnementales	Anglais	IGNOU
15	Certificat en études du tourisme	Anglais	IGNOU
16	Certificat en nutrition et en garde d'enfants	Anglais	IGNOU

Tableau IV: Disciplines médicales offertes aux pays africains par la télé-médecine

S. No,	Discipline médicale
1	Médecine générale (interne)
2	Radiologie
3	Cardiologie adulte
4	Cardiologie pédiatrique
5	Dermatologie
6	Endocrinologie
7	Maladies infectieuses / VIH-SIDA
8	Neurologie
9	Gastroentérologie
10	Néphrologie
11	Pathologie
12	Psychiatrie
13	Pédiatrie
14	Oncologie médicale
15	Urologie
16	Génétique
17	Gynécologie
18	Ophtalmologie

Tableau V: Dépenses d'exploitation typiques du PAeN (source: Gouvernement indien)

	Items	Annual Cost by Item	Annual Total
Common to all	1. Station de fonctionnement et de maintenance HUB	\$ 33189	\$ 4 221 440
	2. Frais de liaison par satellite pour un transpondeur de 36 MHz	\$1 600 000	
	3. Contrat de maintenance annuel (AMC) du matériel à la station HUB	\$ 40 947	
	4. Contrat annuel de maintenance (VSM) de VSAT à la station HUB 3. Contrat annuel de maintenance (AMC) pour les logiciels de télé-éducation	\$ 99 504	
	5. Contrat de maintenance annuel (AMC) pour les logiciels de télé-médecine	\$105 390	
	6. Contrat annuel de maintenance (AMC) pour les logiciels de télé-éducation	\$ 76 933	
	7. Frais généraux Frais de fonctionnement de la station centrale, y compris la dotation en personnel	\$191 620	
	8. Coût opérationnel du centre de données	\$ 45 990	
	9. Services de télé-éducation (y compris les frais de câble sous-marin)	\$1 608 386	
	10. Services de télé-médecine (y compris les frais de câble sous-marin)	\$ 452 670	